

PÉNICAUD, BLANQUER, MARTINOT JETTENT LE DISCRÉDIT SUR LES LYCÉES PROFESSIONNELS POUR MIEUX LES DÉMOLIR !

En avril 2018, dans sa présentation de la loi *Pour la liberté de choisir son avenir professionnel*, la ministre du Travail affirmait sans scrupule que « *le milliard et demi d'euros attribué aux régions pour financer les lycées pro ira aux entreprises et aux jeunes.* » Elle laissait ainsi sous-entendre que les lycées professionnels perçoivent réellement cette somme et que l'argent dédié aux établissements ne bénéficient pas aux jeunes.

En octobre 2018, c'est au ministre de l'Éducation nationale en personne de jeter le discrédit sur les lycées professionnels en prétendant que cette voie de formation « *coûte le plus cher et a le plus d'heures de cours* » sans être « *synonyme de réussite.* »

Le 6 mai 2019, c'est au tour de Bertrand Martinot, économiste et contributeur à l'institut Montaigne, d'attaquer nos lycées sur les ondes : « *Sur la formation professionnelle, on a oublié les lycées professionnels qui fabriquent quand même beaucoup de chômeurs* ». Est-il nécessaire de rappeler son bilan à celui qui se prétend spécialiste du chômage et qui a occupé la fonction de délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) de 2008 à 2012 : le chômage n'a jamais baissé grâce à ses préconisations pourtant mises en œuvre comme celle du développement à tout crin de l'apprentissage.

Ces déclarations mensongères sont inacceptables. Elles sont révélatrices d'un mépris intolérable pour les personnels qui s'investissent au quotidien pour faire réussir les 530 000 jeunes scolarisés dans le service public de la formation professionnelle.

Le SNUEP-FSU rappelle que les lycées professionnels amènent davantage de jeunes aux diplômes : en CAP, ils/elles sont plus de 70 % à réussir par la voie scolaire contre 60 % par apprentissage, en bac pro, c'est 65 % de réussite par la voie scolaire contre 50 % par apprentissage. Dans un contexte où l'accès à un premier niveau de qualification par un diplôme reste un rempart notable face au chômage, disqualifier ainsi la voie de formation la plus performante pour stimuler l'apprentissage, système fortement discriminant, est intolérable.

Le SNUEP-FSU dénonce avec force cette opération de discrédit et demande le retrait de la réforme Blanquer de la voie professionnelle.

Après la réussite de la journée de mobilisation pour refuser le projet de loi de transformation de la fonction publique, le SNUEP-FSU appelle les personnels à se mobiliser massivement et à participer à la manifestation nationale le 18 mai à Paris pour exiger une revalorisation des salaires et demander l'abandon du projet de loi Blanquer et de la réforme Blanquer de la voie professionnelle.